

## RENCONTRES 2001 - TABLE RONDE JEUDI 25 OCTOBRE PRATIQUES CULTURELLES ET POLITIQUES PUBLIQUES

**Animateurs** : Gilles Suzanne et Raphaël Sage ( Équipe de recherche :  
Transvercité - Marseille )

### 1 - INTRODUCTION

#### - Raphaël Sage, Gilles Suzanne :

Nous sommes sociologues et notre préoccupation est surtout de s'interroger sur les conditions urbaines de la création artistique, tout particulièrement sur la musique, et qui s'alimenteraient de tout un tas d'acteurs et de tout un tas de lieux.

Notre association, Transvercité, est située dans la Friche de La Belle de Mai, à Marseille.

Nous sommes des chercheurs qui travaillons pour trouver une adéquation entre les pratiques d'artistes et les associations qui fonctionnent par rapport à la création artistique. Cela explique notre intérêt sur le questionnement autour des pratiques culturelles.

En partant de ce principe là, on va s'interroger, aujourd'hui, sur la place des pouvoirs publics dans ces processus de création, à travers des carrières individuelles d'artistes mais surtout dans la prise en compte de la création artistique dans une logique collective.

Une autre de nos interrogations porte sur la relation qu'il y a entre les Politiques Publiques et les Pratiques Culturelles, comment se régulent cette demande d'identité, d'une part, et cette recherche d'identification d'autre part ? Il n'y a pas beaucoup d'artistes dans la salle, mais plutôt la présence des Institutions ; on ne va pas s'en plaindre, mais j'aimerais que ce débat commence par le témoignage d'un artiste :

#### Des démarches artistiques

##### - Saïd Bahij:

Je suis artiste musicien, autodidacte ; je viens de Mantes - la - Jolie, avec tout ce que ça implique : tout a été étudié, on n'est toujours pas RERisés, mais PEUGEOisés, la culture n'est pas arrivée chez nous : on a seulement l'animation, ce qui veut dire : donner la vie à quelque chose qui est mort...

Moi, je parlerais politique tout court, et nous, au Val Fourré, quand on parle de politique, plane au - dessus de nos têtes le mot dortoir. Il n'y a pas de politiques culturelles : nous, on est juste bons pour les bases de Loisirs ou le Parc des Princes.

Quand l'Institution nous donnait un lieu, c'était à l'extérieur des quartiers, alors on a commencé à réfléchir nous - mêmes sur la nécessité d'avoir nos propres lieux ; il faut dire que j'ai eu la chance, dans mon parcours, d'avoir été animateur, et de l'animation on peut dire qu'on en a mangée venant de ceux qui, eux, mangeaient de la culture ! Ce travail m'a au moins fait comprendre tous les mécanismes contradictoires de ces beaux discours institutionnels qui n'avaient qu'un impact chez nous : Silence, ici, on dort ! Heureusement, quand on grandit, on a la capacité d'analyser grâce à l'art et, avec notre sensibilité, on s'est mis à trouver des lieux sonorisés, qui fonctionnent 24h/24, à faire des tournées ; on a servi aussi d'ambassadeurs pour la ville, car on a voyagé ; on étaient "les braves indiens de la réserve", mais, grâce à l'art, on a rattrapé notre retard, même scolaire.

J'ai toujours gardé ma ligne de conduite, sans subventions ; vous pourrez voir tout à l'heure mon exposition dans le cadre du Renc'Art' Zinc.

Mais elle est où la solution pour les quartiers ? Où, l'impact de ces mots : "passerelles, synergie et partenariat", mots qu'on ne trouve pas sur le terrain ?

Pourtant, Dieu sait si on en a besoin de la dynamique culturelle et artistique ! Mais venant de personnes qui ont la culture de la culture et non pas la culture de réseaux !

Ce sont les lieux qui nous ont sauvés, mais, les Institutions n'y ont jamais mis les pieds !

Il n'y a pas beaucoup de personnes dans l'Institution Culturelle qui m'ont frappé en 10 ans , par contre, la souffrance des gens, je l'ai vu !

J'en reviens à la politique : qui sont les décideurs : le Maire ? Je pense qu'ils veulent juste entretenir le dortoir ; si tu veux monter une association, on te dit : subvention Mairie et allez donc faire vos festivals avec tam - tam et gâteaux maghrébins ; mais qui connaît la DRAC? Le FAS, chez nous ?

Je ne sais pas quoi vous dire d'autres que ce que j'ai vécu ... Entre les jeunes et la police, par exemple., pour éviter la confrontation, il y a un mot qu'on peut mettre : "culture", et non pas des intermédiaires comme les éducateurs, les clubs de prévention, les médiateurs... Franchement, les gens qu'on nous envoie, ils n'ont pas le niveau : s'ils l'avaient, d'ailleurs, on ne les aurait pas envoyés à Mantes !

**- Dominique Billet/ Chef de Bureau/Ministère Jeunesse et Sports :**

C'est dur ce que vient de dire Saïd, mais je sais que c'est vrai : ça nous renvoie à la réalité des politiques de quartier, mais c'est aussi un renvoi d' Histoire.

Dans les années 70, la notion d'animation n'était pas ce côté "garderie" dont tu parles, mais c'était de créer une alternative, avec des associations, avec les gens de terrain, sur des projets culturels dans un rapprochement avec les grands artistes, les Beaux - Arts, la diffusion culturelle ; ce que tu dis renvoie à l'échec ou à la limite du pouvoir de l'Institution.

Actuellement, Jeunesse et Sports et les collectivités, les associations, réfléchissent sur une démarche culturelle liée à une réalité sociale, à des traditions de quartier.

On peut aussi dire que les grandes associations se sont, elles aussi, institutionnalisées, elles ont trusté des pratiques culturelles pour en faire de l'encadrement culturel, par exemple., mais pas pour former l'esprit critique des jeunes.

D'un côté comme de l'autre elles n'ont pas adapté l'idée de l'Éducation Populaire, mais, aujourd'hui, on travaille plus sur un sens politique, sur des formes culturelles qui renforcent la démocratie participative.

Concrètement, qu'est - ce qu' on fait ? A - t' on les moyens de travailler avec ce qu'on a, sachant que l'on se pose la question de savoir comment une Institution peut accompagner, dans cette dynamique culturelle, une structure associative, quand on articule social, artistique et culturel ? Est - ce que la structure associative, telle que posée actuellement, est pertinente, essentielle pour que les choses puissent se faire ?

Je suis désolée de poser des questions au lieu d'apporter des réponses, mais on sait bien que c'est autour de la notion du Politique qu'il nous faut réfléchir.

**- Saïd :**

Oui sûr, c'est le politique : on a l'impression que les Institutions, si elles existent, ne peuvent rien faire ; c'est la ville qui organise tout : ils ont changé le nom du commissariat pour celui de Hôtel de Police, et l'ont mis à coté de la gare : ils nous ont bloqué !

**- D. Billet :**

... Et le Politique, c'est de plus en plus les élus. Comment les instances de l'État porteuses d'éducation ou de culturel peuvent - ils réagir, ou se mettre en différence face aux collectivités territoriales ?

**- Gilles Suzanne :**

Cette interrogation, posée au Ministère, trouve - t' elle des échos ? Auprès de la Culture , comment cela se manifeste, y a t'il des passerelles ?

**- D. Billet :**

Ce n'est pas évident ! Cette réflexion est portée par les Institutions à différents niveaux: politique et administratif : quand il y a changement politique, parfois les changements ne s'opèrent qu'à un niveau administratif, donc à la marge. L'Éducation Populaire ne sera donc pas interrogée sur les moyens d'établir une meilleure citoyenneté... ça veut dire quand même de vrais rapprochements avec des priorités, des choix de cabinets : à Jeunesse et Sports, on voit bien que ça ne peut pas durer comme ça : on est complètement en décalage par rapport aux projets.

Pour répondre à votre question de passerelles, je suis très embêtée, et je ne peux répondre qu'en tant que personne ; c'est comme pour les artistes dans les friches, il y a des directions d'objectifs, il va y avoir des rapprochements avec la Culture, mais ça se manifeste par une volonté de bureau à bureau.

**- Gilles Suzanne :**

C'est dramatique, si c'est d'individu à individu !

**- D Billet :**

Oui, mais je ne peux pas, ici, représenter l'institution : on va signer un protocole d' accord avec la Culture, mais je ne vous garantie pas que ça va changer l'environnement institutionnel ; malgré tout, il y a une vraie volonté et ça se passe de professionnel à professionnel et de secteur à secteur. Peut-être y aura - t' il des relais auprès des collectivités territoriales, dans certaines régions, certains quartiers, dans certains mouvements associatifs ?

**Peter Vizard /Directeur du Conservatoire du 15 ème :**

C'est simplement un témoignage : je suis musicien, je n'ai jamais su ce qu'était la culture : je faisais de la musique, je n'avais pas beaucoup de travail, pas de diplôme : je n'existais pas vraiment et, à la suite d'une perte d'emploi, confronté aux ASSÉDIC, j'ai vite pris conscience que, dans la ville, c'est l'administratif qui gère, qu'on est tous subordonnés à l'administration.

L'idée de la culture est extrêmement restrictive et ne concerne que 10% de la population ; pour moi, la culture, c'est ce qui nous lie, c'est le rapprochement que les gens peuvent avoir à travers l'expression artistique que ça soit la musique, danse etc. ... Une certaine entente en dehors des paroles.

**- Jean Pierre Touban/Conseiller technique Jeunesse et Sports/  
Champagne - Ardennes :**

En tant que praticien, ce qui me parait indispensable est de faire un point d' histoire pour mieux éclairer le présent :

On paye, en quelque sorte, la politique de Malraux des années 60 : ce rapprochement entre les pratiques amateurs et celles dites "d'excellence", au nom du miracle artistique, avec ce terme de médiateur culturel pour faire la relation entre l'oeuvre et le public: 2 électrodes d'où va jaillir la lumière.

A l'opposé, Jeunesse et Sports a entretenu la poursuite des pratiques amateurs, mais la crise des années 70-80 n'a fait qu'accélérer l' abandon de cet objectif, l'action de Jeunesse et Sport s'étant recentrée depuis sur un pôle

social ; entre ce pôle d'excellence de la Culture et ce pôle social de jeunesse et Sports, il y a une friche, l'abandon depuis 20 ans, de la pratique amateur, y compris par les associations qui collent aux politiques de la ville pour avoir des moyens d'exister. Ce vide, rempli par Saïd, c'est le prix de cette histoire là. Je pensais qu'il était important de le rappeler au niveau de l'analyse quant aux difficultés auxquelles on va être confrontés avec la culture.

**- Nicolas / agent d'artistes :**

Je trouve dramatique le fait que vous nous reprochiez de ne pas savoir nous exprimer, alors qu'entre vous, institutions, vous n'arrivez pas à communiquer !

**- D. Billet :**

J'entends très bien ce que vous dites ! L'institution doit être légitimée sinon elle doit être incriminée. Ceci dit, je crois qu'il faut être prudent face aux collectivités territoriales ou locales qui ont une responsabilité de plus en plus croissante pour accompagner les projets culturels ou artistiques. Il va y avoir un vrai travail de fond pour donner une légitimité à l'État afin qu'il y ait une vraie politique publique pour ces porteurs de projet ; s'il n'y a pas cette garantie on va effectivement se trouver devant une situation disparate entre les régions et sur le plan local.

**- Nicolas :**

Si on parle de culture et de jeunesse, si pendant 20 ans plein de choses ont été oubliées, un travail sur le métissage c'est fait de lui - même sans que cela aplanisse la culture française ; si vous parlez de légitimité, ça veut dire qu'il faut demander à tout le monde.... Quant à l'accessibilité, les DRAC, elles n'ont jamais le temps : nous, ça fait 6 ans qu'on cherche un local....

**- Murielle Aubert/ Centre de Danse/Aulnay, 93 :**

Je rejoins un peu Saïd dans sa description d'un quartier ghettoïsé, bien que les conditions de vie des 20 000 personnes de notre quartier n'atteignent pas l'isolement dans lequel se trouve Mantes La Jolie.

Je suis professeur de danse et j'ai monté un centre de danse et de musique en 1997 ; j'ai constaté, au début où j'ai rencontré ces jeunes, qu'ils n'avaient pas de lieux pour se regrouper, pas de choix personnel pour une activité artistique, qu'ils n'avaient accès qu'à des sous-produits de la culture, en terme de proposition, d'animateurs et de discours démagogiques : du genre "tout ça est assez bon pour eux".

J'ai pris mon bâton de pèlerin, j'ai trouvé de l'argent auprès des bailleurs, en plus d'un appui ponctuel de Jeunesse et Sports, et j'ai voulu tout faire pour que le centre soit beau. Tout se passe très bien ; on est dans le respect et l'écoute mutuelle, une sorte de preuve que dans les quartiers, on peut tout faire, contrairement à ce qui se dit. On a même les enfants "nantis" qui viennent nous rejoindre ce qui permet un croisement de culture et une ouverture sur l'autre, ce qui n'était pas le cas au début. Mais, pour arriver à cela, j'ai des vrais intervenants, de vraies propositions artistiques dans lesquelles les jeunes se reconnaissent : on a des productions et j'ai enfin le soutien de la DRAC, après avoir jonglé avec les politiques de proximité et celles de la ville ; tout en refusant de "faire du social", puisque je fais de l'artistique.

**- Marie Renée Aze / Animatrice territoriale/ Ville de Caen :**

Moi aussi, je voulais juste apporter un témoignage sur les choses que nous faisons dans notre service. C'est vrai qu'on a des problèmes de clochardisation d'artistes, des problèmes avec Jeunesse et Sports, mais nous avons aussi beaucoup de projets dans les quartiers qui marchent : notre principe c'est de rendre les habitants acteurs de leur projet et non consommateurs de pratiques

culturelles ; ils doivent impérativement être accompagnés d'artistes pour monter leur projet, en s'appuyant également sur plusieurs formes d'art.

Nous sommes aidés par les maisons de quartier, la CAF, car bien souvent ces associations d'habitants n'ont pas de local propre à leur activité. Nous leur demandons aussi d'aller chercher des subventions auprès du FAS, des bailleurs HLM, quand leur projet prend forme ; on sert de relais pour toutes ces démarches et organisons des représentations en centre ville aussi.

### **Face à face : pratiques culturelles, politiques publiques**

#### **- Gilles Suzanne :**

On voit qu'il y a des espaces urbains avec un vide total, d'autres, au contraire, dans un chevauchement de dispositifs pour mener leurs actions. Comment arrivez - vous à composer avec ce qui se trouve sur place, comment menez - vous vos actions ? J'aimerais aussi avoir le témoignage de Jean Pierre Duperray .

#### **- Jean Pierre Duperray/Directeur de L'Association / Marseille :**

Là, j'en arrive à ne plus pouvoir composer, justement !

Nous avons monté, depuis 6 ans, des actions de théâtre à la Castellane, au départ dans une situation hasardeuse : c'est parti au moment où le Ministre a lancé l'idée de faire de l'art dans les quartiers. Je ne me sens pas missionnaire, je suis un simple intervenant en théâtre, Directeur d'une Cie, et .il me semble important de défendre la notion de Théâtre Contemporain. On s'est retrouvé avec un groupe de jeunes de 14 à 18 ans, avec des poèmes et eux en face de moi : ils devaient trouver une situation et s'en emparer ; ça n'a pas été facile, on s'est posé des questions, on a essayé d'inventer nos passerelles, et je me suis rendu compte, au fur et à mesure de l'avancement du projet qu'on se faisait piéger par le mensonge, car il n'y a pas de réponses toutes faites, il n'y a pas de modèles...

Là, je me trouve devant un point de non retour car j'ai certains jeunes qui sont en phase de devenir professionnels et je ne trouve personne capable de prendre le relais ! On est devant une situation où on ne trouve pas de correspondance avec les relais partenaires, on est chacun dans son cadre et je crois que je vais tout arrêter car je suis entre le marteau et l'enclume et je ne peux pousser des jeunes à faire carrière si les réponses en face ne sont pas claires. On a quand même fait un travail en profondeur, avec 60 représentations en France. On peut dire, en quelque sorte, qu'on est victime du succès. Dès lors qu'on est dans la prospective, la formulation, il n'y a pas forcément des repères. Je n'incrimine personne, mais ce qui me rend le plus en colère c'est que ces jeunes sont aussi porteurs de l'Histoire des autres, de leur famille, en plus de leur valeur artistique, c'est une vraie médiation, et je crois que tout le monde s'en fout !

#### **- Kader Baraka / Comédien/ Cie Hendrick Van Der Zee :**

Moi, je viens du Pas de Calais ; je me reconnais dans ce que tu as dit, toi Saïd qui vient des cités, moi des corons, mais c'est un peu pareil, ton père était mineur...

Moi, j'ai eu un parcours atypique ; je suis autodidacte ; j'ai commencé à faire du théâtre au collège, mais je n'aimais pas, puis au lycée, mais, c'est mon père qui m'a donné le goût du théâtre ; son émission préférée était "au théâtre ce soir", c'était sacré... Il adorait raconter des histoires et nous, on l'écoutait bouche bée. C'est pendant mon service pendant la guerre d'Algérie que j'ai été confronté la première fois à un public : ils voulaient des gens qui sachent faire du théâtre et

j'ai fait mon show devant un quarteron de généraux.... Après j'ai continué à faire du théâtre en amateur ; ça fait seulement 10 ans que je suis devenu professionnel mais je continue avec mes frangins à faire du théâtre amateur ; on a monté une Cie : nous, le principal, c'est de jouer. Vous pouvez venir voir mon spectacle ce soir, au Club, c'est mieux que de parler.....

**- Olivier :**

Moi je voulais juste dire qu'il y a quelque chose qui me gêne dans la politique Emploi Jeunes : je suis artiste et j'ai travaillé dans l'animation puis on m'a confié un travail d'éducateur, parce qu' on leur revient moins cher , mais ce n'est pas notre métier, même si dans la culture il y a un vecteur commun avec l'éducation ; dans les quartiers, avec ce principe là, tout le boulot qui a été fait pendant des années risque d'être bousillé !

**- Saïd :**

C'est une politique sournoise qui a été pensée "pour nous" : mettre les Rebeu avec les Rebeu pour gagner la paix sociale à tout prix, avec ces fameux médiateurs : pour voir comment on allait réagir devant nos frères en uniforme ; je vous dis, ils veulent qu'on finissent tous dans la police ! Le politique est dépassé; ils paniquent.

**- Kader Attou/ Accrorap :**

Si je me suis retrouvé dans beaucoup de vos témoignages, par rapport à la médiation, je dis qu'il ne faut pas tout confondre ; moi aussi dans la transmission j'ai été considéré comme un pompier de service, mais il faut arrêter de dire qu'on est dans la misère ; ça fait 15 ans que j'entends les mêmes discours ; on est assez grand pour aller gueuler contre les gens qui nous exploitent

Ce débat me rappelle les débats des années 80, avec des analyse style "Touche pas à mon pote", ça n'avance pas, ça recule ! Je suis frustré ! Moi ce que je dis c'est que c'est à nous d'imposer nos choix, au lieu d'être toujours derrière les institutions. Philippe Mourrat m'avait déjà proposé de passer aux Rencontres des Cultures Urbaines, mais pas dans des conditions qui me convenaient - dans la grande salle de Charlie Parker avec d'autres Cie et un public de 1200 personnes qui ne savent pas ce qu'ils vont voir, ou juste un truc - je voulais être serein . Aujourd'hui, j'ai accepté de jouer dans la Nef, car les conditions étaient bonnes ; on a discuté ensemble sur le choix à faire en première partie, et c'est bon ; il faut savoir poser les bonnes questions, faire des choix et les imposer. La citoyenneté c'est aussi prendre conscience que, dans ce pays, les choses peuvent évoluer entre les gens !

**- Benjamin Masure/Chargé de mission développement local/ Association "Objectif Emploi ":**

Je parlerais en mon nom propre, et voudrais revenir sur la notion de politique publique, qui est l'objet du débat. Vu ce qui a été dit, qui confirme ce que je vois, on peut dire que les politiques publiques ça ne fonctionne pas pour la culture, sinon à la marge, sur les restes.

Ma question serait : Comment on s'organise pour que ça fonctionne ?

J'ai beaucoup d'admiration pour ce que Saïd arrive à faire avec un système D, mais c'est une question de personne, de personnalité ; je pense qu'il y a peut-être des systèmes D qu'on peut construire à plusieurs pour aller chercher des financements, car il y en a, à la Culture ; mais c'est à nous de construire nos propres réseaux, une forme d'entraide et de solidarité, des stratégies pour faire remonter les choses, en partant de ce qui vient de nous, du terrain . Car Les politiques publiques ne savent pas faire avec la vie des gens car elles sont pensées avant !

**- Blade Shehab/ Graffiti Artiste :**

J'ai envie de tirer la sonnette d'alarme comme Saïd. On est obligé de faire des choix, en graffiti il y a beaucoup de problèmes : l'art est dans une mouvance très rapide, et, les institutions, c'est bien, mais ça nous ralentit beaucoup dans nos parcours : entre le moment où on demande les subventions et celui où on les obtient il faut attendre plus d'un an ; on nous fait faire de la formation sur les quartiers, mais on est déjà, dans la tête, sur autre chose, et on se regroupe en réseaux de copains pour chercher des sponsors privés..

Les institutions, à force de ne pas avancer, vous allez vous retrouver avec plus rien du tout, on ne va pas pouvoir vous attendre et on va s'adresser au privé ! L'individualité c'est ça qui prime. Attention, on va finir par bosser tous seuls.

**- P. Osganian /CEPJ/DRDJS :**

En filigrane, j'ai l'impression qu'il y a des questions dont on pense qu'elles sont un peu tabou :

- La question du Marché : je suis, d'ailleurs, extrêmement étonnée que personne n'en ai parlé.

- La question du tiers secteur et des structures intermédiaires comme les friches.

**- Eric Checco / Metteur en scène :**

Je suis metteur en scène de, entre autre de : "Le couloir des anges" et "Les oranges".

Puisqu'on parle de marché, donc de quantitatif ( alors que la culture, à priori, ce n'est pas des chiffres), si on regarde, d'une part, ce qui est donné aux structures subventionnées en adéquation avec le public, et d'autre part, quand on voit l'émergence, notamment, des cultures urbaines et l'importance que ça représente en terme de nouveau public, on ne comprend pas la politique gouvernementale, la proportion du budget et la répartition des richesses. On ne comprend pas non plus le mépris affiché vis à vis du public et des Cies.

Il y a certes, beaucoup de colloques où les politiques ou les institutions viennent voir le zoo, mais, mon Dieu ! Vous avez mis cinq ans pour vous mettre en route, alors, qu'est - ce que vous foutez ?

Quant à vos dossiers de subvention, permettez - moi de vous dire qu'ils sont scandaleusement incohérents : que ça soit ceux de Jeunesse et.Sports; ou ceux de la Culture ; les " Décentralisations Culturelles", j'en rigole.

**- David Conti/Conseiller Technique/Secrétariat d'État à l'Économie Solidaire :**

Politique et publique, c'est déjà un pléonasme, alors, quand on met ces termes au pluriel, ça entretient la confusion...

Je voudrais dire d'abord, que, s'engager dans ces métiers c'est aussi prendre le risque de prendre la parole dans la Cité : il y a des espaces qui sont culturels, mais d'autres aussi qui sont politiques, et donc, la place de chacun est aussi qu'il aille du côté où les choses se décident quand même : les urnes.

Évidemment, le modèle institutionnel, encore porté par le Ministère de la Culture, est un modèle obsolète, qui ne correspond pas aux réalités des pratiques artistiques et culturelles actuelles ; évidemment aussi, le système, par exemple des scènes nationales n'y correspond pas non plus : nos champs de réflexion ce sont ouverts à d'autres modes de pensée ; le système d'organisation lui-même est un modèle pyramidal qui date de nos grands pères.

Notre combat n'est pas d'être envieux envers ceux qui rêvent encore d'y entrer, mais de réfléchir, vite, ensemble, à quelque chose de neuf pour que ça fonctionne dans le champs du politique, en raisonnant en réseaux. Le modèle

de l'institution culturelle n'est pas forcément celui qu'il est actuellement entre ses quatre murs, quant aux friches industrielles, c'est le miroir aux alouettes dans lequel tombent les pouvoirs publics, s'intéressant, comme toujours, au contenant et non au contenu : c'est une escroquerie intellectuelle.

**- Claude Renard / DIV :**

C'est vrai qu'on peut se poser parfois des questions dans notre travail, mais, j'aimerais rappeler que depuis 20 ans qu'il y a une politique de la ville, c'est bien des élus, des enseignants, des fonctionnaires qui ont permis qu'on se rencontre ici pour dialoguer et pour qu'on constate et rende visible les transformations de ce qui se passe au niveau culturel.

Ce qui m'intéresse ce sont les démarches qu'un certain nombre de gens sur le territoire arrivent à faire pour que se créent des rencontres inattendues entre des formes artistiques ( qu'elles viennent des scènes nationales, issues de l'éducation populaire , des friches ou d'ailleurs).

Moi, je m'aperçois que les choses sont en train de bouger : il y a eu une rencontre entre le Ministère de la Culture et celui de la Ville où il a été dit publiquement à l'ensemble des services qu'on n'était plus à l'époque de la démocratisation culturelle condescendante, du haut vers le bas, mais à la démocratie culturelle de ce qui se passe réellement sur les territoires. Ça demande aux DRAC de nouveaux moyens et il faut comprendre ce que ça veut dire pour le nombre de personnes qui travaillent là, pour accompagner ces nouvelles modalités pour qu'elles deviennent une réalité en terme d'appui sur les territoires.

C'est vrai que la politique publique est composée de plusieurs institutions sectorielles , que ce n'est pas facile de parler d'une seule voix, mais ce n'est pas le moment de se démoraliser, on va faire passer le message de ce qui c'est dit ici, mais il ne faut pas oublier que c'est vous aussi, à travers les élus, qui l'avez mis en place, cette politique, et qu'il y a plein de fonctionnaires qui depuis des années militent, que ces Rencontres-ci ne sont pas venues d'une volonté arrivée d'en haut mas bien d'en bas.

**Quel combat ? Face au mur ou tous solidaires ?**

**- Fabrice Raffin / Sociologue:**

Je voulais revenir sur les contenus.

Les notions qui polluent le débat sont celles de l'art et de la caution artistique qui viennent cacher la richesse et la diversité de ce que sont les pratiques culturelles, comme si elles devaient toutes accéder à la qualité d'art qui est une prétention démesurée . Elles ont beaucoup d'autres dimensions : elles sont ancrées sur un territoire avec des systèmes de valeurs, des visions du monde. Les cultures urbaines ne sont pas vraiment reconnues en France, et, quand elles le sont, comme à la Villette, on leur demande de perdre leur qualité expressive d'origine, pour monter sur une scène à l'Italienne...

La politique culturelle, depuis Malraux, est imprégnée de la notion universaliste de l'art ; les institutions en ont pris conscience et réagissent, chacune à leur manière ; mais maintenant, comment vont-elles se donner les moyens de prendre réellement en compte ce qui se passe sur le terrain, c'est ce qui vient d'être dit, mais je crois que la question du sens est centrale : ce qu'est la culture : le Ministère de la Culture est un Ministère de l'art, mais la culture, ce n'est pas l'art non plus ; les choses ne sont pas opposables au niveau de l'action : ça bouge, les gens se mobilisent de part et d'autre.

**- Gilles Suzanne :**

On se retrouve sur des positions différentes des uns et des autres en terme de choix : pour les uns, une exigence artistique, pour les autres, des contraintes d'action, ce qui crée des contradictions dans le dialogue : comment monter des actions libérées de contraintes ou comment être le plus à l'écoute pour aider une action culturelle ou des pratiques émergentes?

Quelles sont nos marges d'action ?

Comment peut-on se débrouiller en fonction des attentes que l'on a de nous, ou des exigences que l'on a ?

C'est sur ce créneau de décroisement, de chaînon à casser ou à construire qu'on pourrait rebondir.

**- J.P Duperray :**

Par rapport au choix, ce qui me fait peur, c'est la logique de vainqueur : en face de nous, on a , dans le groupe, des êtres humains qu'on fait progresser mais le système de reconnaissance est souvent circonstanciel, sur un créneau, un réseau ou autre , mais moi, c'est la réalité qui me soucie : ceux qui vont émerger vont devenir des sortes de symbole de la réussite : "il est sorti de la Cité", les autres qui sont dans un fonctionnement plus confidentiel vont avoir beaucoup de mal à s'en sortir, et cet équilibre là est dur à gérer.

Après, pour en revenir à l'intervention de Claude Renard, dans le combat qu'on mène, il émerge en même temps, à l'intérieur des institutions un problème : celui du côté satellitaire qui fait qu'il y aura un individu plus courageux, plus sensible aux questions de fond et que le groupe, face à cette donnée là, doit cadrer autant de satellites qu'il y a d'institutions, alors on perd le fil, on se retrouve devant un paradoxe, et moi je me demande si le fait qu'on se retrouve devant des gens qui ont envie de faire émerger des choses, d'aider, n'est pas pire que si on se trouvait devant un vrai mur !

**-Peter Visard**

Je ne m'attendais pas à cette réflexion... Moi, je voulais faire remarquer que la politique culturelle n'est pas la seule manne du Ministère et qu'elle peut venir aussi des instances des collectivités locales, dans lesquelles il y a des élus qui sont parfois plus sensibles que les socioculturels ; le réseau ça peut marcher de haut en bas, mais aussi de bas en haut et c'est aussi à nous de vous montrer que c'est possible.

**- Jean-Marc VanRossem/Conseiller Technique Culture/DRPJJ IDF :**

Je ne suis pas tout à fait d'accord avec ce qu'on dit mes collègues des autres Ministères : je crois que l'institution ne joue pas assez son rôle de passeur ; par exemple., lorsqu'elle fait de l'aide aux projets ; je comprends tout à fait la description du parcours du combattant qu'il faut faire pour avoir des subventions : moi-même, qui instruis des dossiers, je m'y perds... On a besoin de dépoussiérer nos modes de travail pour apporter l'aide au terrain : recréer le tissu associatif, c'est bien, mais c'est compliqué de monter des associations, s'il n'y a pas une aide logistique à côté et c'est cette ingénierie qu'on doit inventer au niveau des institutions. Je vois des artistes qui passent 3/4 de leur temps pour trouver des subventions et qui, ayant réalisé toute leur action, attendent encore que la subvention leur soit versée ! Ce n'est pas normal.

**- Dominique. Billet :**

Puisqu'on parle des institutions, je voudrais revenir à l'économie solidaire: elle présente l'avantage d'être un ministère "chevaux légers" et qui s'appuie sur la société civile pour faire remonter des projets ; j'aimerais bien, suite à votre analyse, que vous nous disiez, au plan culturel, dans le cadre de votre appel d'offre d' il y a 1 an, auprès des acteurs de la société civile, quels sont les projets culturels que vous avez retenus, et dans quelle logique politique ça s'est mis en place

**- David Conti :**

Chevaux légers ? Je voudrais d'abord dire que les gens qui font partie de l'équipe de ce nouveau Ministère sont souvent issus des champs d'activité qu'ils couvrent en terme de responsabilité : il y a 2 mois encore, j'étais responsable d'une structure culturelle dans le Pas de Calais et j'ai été coopté à ce Secrétariat d'État parce qu'on s'est rendu compte qu'un certain nombre de projets relevant des Arts et de la Culture arrivaient au Secrétariat d'État dans le cadre de l'appel d'offre qui nous avons lancé...

Pour répondre à votre question, je dirais que le type de projets qu'on soutient sont des projets qui répondent à la question : quelle ingénierie on met à la disposition de l'émergence ?

Faut - t' il absolument qu'une troupe ait pour référent un "grand frère" qui ait été exemplaire dans son parcours institutionnel ?

Est- ce la bonne réponse à donner aux problématiques d'une Cie théâtrale, d'une troupe venant de l'émergence, est d'en faire une Cie associée à une Scène Nationale ou bien faut-il plutôt mettre en place des socles coopératifs ou mutualistes mettant à disposition à ces Cie une ingénierie : un conseil au développement, à la structuration, des services de comptabilité et administratifs pour aider à monter des projets, du matériel.

**-Blade :**

C'est bien que vous vous posiez la question, mais, le temps que vous vous réveilliez, on aura fait d'autres choses ; ne nous faites pas rêver et attendre des années....

**- Gilles Suzanne :**

On pourrait terminer ce débat sur une question un peu en décalage, celle qui concerne les collectifs d'artistes et les collectifs privés ?

**- Fabrice Raffin :**

Oui, la toute puissance de l'Institution est un modèle typiquement français. Ailleurs, beaucoup de collectifs voient l'institution comme une possibilité, mais travaillent aussi avec le secteur privé . J'ai envie de dire : Allez voir ce qui se passe par ex. chez les anglo-saxons pour le court circuiter et réduire l'importance que vous attribuez au politique !

On voit en France comment les artistes ont l'impression de "perdre leur âme" dans le Marché, mais la manière dont c'est pensé dans d'autres pays est tout à fait différente : cela permet aussi de dire les choses en son nom propre en évitant les questions de censures politiques.

Il y a des tentatives en France, comme celles de la Friche de la Belle de Mai, mais ça ce fait d'une autre manière : les pratiques culturelles sont prises en compte comme un moteur économique possible ; ex. : comment on peut passer du graphisme à la publicité ; comment trouver une alternative de développement local fondée sur la culture mais pas soutenu par les seules institutions publiques ?

Le débat arrivant à son terme, même si cela ne tient pas lieu de conclusion, j'inciterai les gens à aller voir comment ça se passe dans d'autres pays !